

« Dès la rentrée, on sait qu'on n'y arrivera pas »

Près de 300 enseignants, parents d'élèves, syndicalistes et conseillers d'orientation ont défilé hier matin dans les rues de Metz contre la suppression de postes d'enseignants.

C'est vrai. Avec l'Éducation nationale, ça ne s'arrête jamais. On a toujours une petite réforme en cours qui vise à supprimer des postes. Dans les salles des profs, tout le monde a le sentiment de ne pas pouvoir faire son travail. » Comme cet enseignant d'histoire-géographie, 300 manifestants issus des métiers de l'Éducation nationale ont défilé, hier matin, dans les rues de Metz, contre ce qu'ils considèrent être un serpent de mer de l'Éducation nationale. Leur cortège, le premier d'envergure, est parti de l'Inspection académique au quartier impérial, pour « faire la jonction » avec l'État en se rendant devant la préfecture de la Moselle. Il s'agit de la première action après l'annonce ministérielle faite la veille des vacances de Noël.

Enseignants, parents d'élèves, conseillers d'orientation (des CIO menacés notamment) et militants syndicaux se sont mobilisés contre le projet de suppression de 822 postes pour l'académie Metz-Nancy dès la rentrée 2011. Sur les 16 000 suppressions nationales envisagées, la Moselle paierait un lourd tribut avec 400 postes : 112 en école élé-

mentaire, 60 en collège, 120 dans les lycées, 110 dans les lycées professionnels.

35 élèves par classe

« La difficulté, explique Bruno Henry, secrétaire départemental du SNES-FSU, c'est qu'on nous confie des élèves et, dès la rentrée, on sait qu'on n'y arrivera pas. Dans deux collèges de Metz, j'interviens dans des classes de 5^e et de 4^e qui comptent de 27 à 29 élèves. Dans une classe, on a à la fois des élèves qui réussissent très bien et qui n'ont, à la rigueur, pas besoin de nous. Mais il y a aussi des élèves en grande difficulté. Or, à 28 élèves, il est impossible d'individualiser l'enseignement. »

Les enseignants ont fait les comptes. Avec 120 postes supprimés en lycée général et technologique, certaines sections pourraient compter jusqu'à 35 élèves et « on mélangerait dans certaines classes plusieurs filières. Ainsi, des terminales scientifiques pourraient se retrouver avec des lycéens de filières économiques ».

Le nombre d'élèves a diminué ces dernières années mais le baby-boom des années 2000 présage une augmentation d'inscriptions scolaires. « En



Environ 300 personnes se sont mobilisées, hier à Metz, pour dénoncer le projet de suppressions de postes d'enseignants. Photo Maury GOLINI

cinq ans, près de 68 000 postes seront supprimés. Dans certains établissements, comme au lycée Jean-de-Pange de Sarreguemines, on a fait appel à un retraité pour le remplacement d'un congé maladie. L'inspection dit qu'une classe doit compter 30 élèves car il n'y a pas suffisamment de profes-

seurs. Nous considérons qu'avec 24 élèves par classe, on peut travailler correctement. C'est d'ailleurs le discours que tenait le ministère à une époque. » Elever le niveau d'enseignement et lutter contre les inégalités à l'école ne semblent pas, en revanche, être dans les cartons de ce projet de sup-

pression de postes.

Une journée de grève devrait avoir lieu en février avant une manifestation nationale à Paris prévue pour mars. « À la FSU, on appelle à soutenir ses deux actions, confie Bruno Henry. On ne voudrait pas y aller seuls, mais s'il le faut, on le fera. »